

## **Configuration sociale et genèse d'un milieu partisan. Le cas du parti socialiste en Ille-et-Vilaine<sup>1</sup>**

En schématisant à l'extrême, on peut classer les analyses sociologiques des partis politiques en deux catégories selon qu'elles mettent l'accent sur leur hétéronomie ou sur leur autonomie par rapport au social. Ce clivage simple n'a pas encore été véritablement dépassé depuis la polémique indirecte qui opposait Weber à Marx et Lénine. Alors que selon le premier, les partis sont principalement des sociétés "ayant pour but de procurer à leurs chefs le pouvoir au sein d'un groupement" (1971, p. 292), pour les auteurs marxistes, la taxinomie des partis correspond avant tout à celle des classes sociales, même si Marx, dès *Le Manifeste*, a établi que le parti communiste et la classe ouvrière entretiennent un rapport dialectique. Bien sûr, le contenu de l'argumentation s'est considérablement affiné. Ainsi, du côté des analyses qu'on nommera par commodité sociétales, les recherches inspirées du marxisme ont été largement submergées, d'une part par des travaux qui, s'appuyant sur l'histoire culturelle et politique, ont mis en évidence la diversité des clivages socio-politiques propres aux différents Etats occidentaux (Rokkan, 1970 ; Seiler, 1980)<sup>2</sup>, d'autre part, par des études sociographiques fondées sur le recueil de questionnaires auprès des cadres, militants, adhérents ou électeurs des partis, mettant en lumière leur caractère socialement composite. Plus étayées empiriquement, ces recherches ne sont cependant pas toujours parvenues à dépasser les apories du marxisme appliqué à l'étude des partis, à savoir leur réduction à des «expressions» de clivages sociaux<sup>3</sup> et le peu d'égard accordé au travail pratique et symbolique effectué au sein des partis, travail dont la nature découle de leur participation à un marché politique de plus en plus spécialisé (Bourdieu, 1981 ; Gaxie, Lehingue, 1984). Autrement dit, cette perspective a conduit fréquemment à traiter les partis politiques comme des boîtes noires ou de simples miroirs, ainsi que comme des entités homogènes dans le temps et l'espace.

De nets progrès dans cette voie ont cependant été récemment accomplis par des travaux français mais aussi anglais (McIntyre, 1980), portant pour l'essentiel sur le parti communiste dans une perspective localisée, voire anthropologique (Fourcaut 1986 ; Hastings, 1991 ; Retière, 1994). En tentant de comprendre les mécanismes à travers lesquels ce parti est parvenu historiquement à représenter divers groupes sociaux, ces recherches ont mis en relief d'une part, le travail complexe de mobilisation à l'œuvre au niveau du groupement partisan, en particulier l'entretien de formes spécifiques de sociabilité et l'activation des identités concurremment locales et professionnelles, et d'autre part l'existence de multiples relations liant membres du parti, sympathisants et électeurs au principe de son "encastrement" social. Si elles ont ainsi contribué à modifier le regard sur les organisations politiques, notamment en rappelant qu'on ne pouvait les traiter sur le mode de réalités standardisées, ces recherches ont en contrepartie souvent perdu de vue les mécanismes qui rattachent le parti à une organisation et à un univers symbolique englobant, lesquels contribuent à universaliser des situations socialement hétérogènes. Ce biais ne tient que pour partie à la perspective localisée privilégiée par ces travaux. En laissant de côté le rôle des "marginaux-sécants" ou des "intermédiaires culturels" qui véhiculent l'idéologie officielle du parti quitte à en aménager les contours, en ignorant la diffusion de la littérature partisane, le rôle des stages de formation, les réseaux qui lient dirigeants nationaux et responsables ou militants locaux, ces recherches ont

---

1. Cet article est la présentation remaniée et résumée d'un des chapitres de notre thèse auquel nous nous permettons de renvoyer pour plus de précisions théoriques et empiriques (Sawicki, 1993, chap. VI).

2. Il faudrait également mentionner les recherches d'inspiration fonctionnaliste. Cf. par exemple l'étude de la fonction d'intégration sociale du bossisme américain par R. K. Merton (1965) ou l'analyse par G. Lavau (1981) de la "fonction tribunicienne" remplie par le parti communiste.

3. Les études visant à montrer la relation entre le parti socialiste et les "nouvelles classes moyennes salariées" au cours des années soixante-dix (Grunberg, Schweisguth, 1983) — ou au contraire à la contester (Bacot, 1979) —, sont particulièrement représentatives de cette forme de raisonnement relativement schématique, et plus constatative qu'explicative.

minimisé les pratiques contribuant à l'homogénéisation du parti, pourtant parfaitement appréhendables au niveau d'observation qui est le leur.

On le voit, le distinguo que l'on est conduit à établir ne saurait rendre compte ni de la pluralité et de la richesse des travaux que l'on annexe sous l'étiquette d'approche sociétale ni de leur évolution. Ce n'est pas davantage le cas des analyses organisationnelles et entrepreneuriales. Dans la lignée de l'œuvre de Weber et de celle de Michels (1971), et plus généralement du courant né-machiavélien ayant marqué la sociologie italienne du début du siècle, les travaux qui ont insisté sur les enjeux de pouvoir (essentiellement la sélection des dirigeants et la production des décisions) dont les partis politiques étaient le théâtre sont tout aussi nombreux et divers, particulièrement aux Etats-Unis (Eldersveld, 1964 ; Kesselman, 1972). La science politique française n'est pas en reste. Depuis l'étude pionnière de M. Duverger (1951) jusqu'aux récents essais de P. Avril (1986) et de M. Offerlé (1987) en passant par les travaux de J. Charlot (1967) et d'A. Kriegel (1968), elle a produit dans cette perspective des recherches stimulantes. L'œuvre la plus ambitieuse, malgré la modestie apparente de sa présentation, est celle de M. Offerlé. La synthèse qu'il effectue entre Weber, Schumpeter et Bourdieu, l'amène notamment à distinguer les différents types d'entreprises politiques selon les dispositions et les ressources sociales de leurs dirigeants, évitant par là-même d'appréhender les entrepreneurs politiques comme de simples stratèges. Pour le reste, la position "internaliste" qu'il adopte est claire : "Clivages et partis, si l'on veut conserver cette dichotomie aventureuse, sont les résultats de multiples bricolages aléatoires par lesquels des entrepreneurs politiques se trouvent là pour des raisons sans doute très diverses, se produisent comme hommes politiques, tout en produisant les groupes qu'ils réunissent." (p. 40). Le point de vue de M. Offerlé permet de dégager les deux biais majeurs qui nous semblent caractériser la démarche organisationnelle et entrepreneuriale qu'on rapproche ici volontairement : la considération que les dirigeants ou les entrepreneurs sont les seuls à participer au travail de mise en forme du parti comme groupe et comme représentation, et celle qu'ils le font en fonction de finalités stratégiques imposées par les logiques de concurrence du marché politique. La boîte noire du parti est ainsi remplacée par celle des entrepreneurs, au risque d'une part d'ignorer l'ensemble des phénomènes et actions contribuant à l'objectivation d'un parti politique, ou en tout cas de ne les considérer que comme un "environnement" plus ou moins malléable, et d'autre part de sous-estimer l'ancrage des dirigeants dans des réseaux sociaux dépassant les frontières du monde politique et pesant fortement sur leurs conduites.

Pour une bonne part, la permanence de ces deux grandes types de construction de l'objet "parti", au-delà d'enjeux proprement politiques, tient aux logiques disciplinaires. Ce n'est sans doute pas un hasard si l'on retrouve plutôt du côté des tenants de l'approche sociétale des historiens, des sociologues et des anthropologues, et du côté de l'approche entrepreneuriale, des politistes soucieux d'affirmer l'autonomie de leur champ d'études. La remise en cause générale des frontières disciplinaires qui caractérise à l'heure actuelle les sciences sociales, et particulièrement la science politique, rend le moment propice à une remise à plat de ces différents paradigmes. Le temps est peut-être venu, comme le remarquait jadis Bourdieu (1972) à propos des théories de la religion de Marx, Weber et Durkheim, de "se donner le moyen d'intégrer dans un système cohérent, sans sacrifier à la compilation scolaire ou à l'amalgame éclectique, les apports des différentes théories partielles et mutuellement exclusives" en se situant "au lieu géométrique des différentes perspectives, c'est-à-dire au point d'où se laissent apercevoir à la fois ce qui peut et ce qui ne peut pas être aperçu à partir de chacun des points de vue" (p. 295).

Nous ne prétendons nullement ici fonder une nouvelle perspective théorique "plus vraie" sur les partis politiques, mais simplement souligner, à partir de la présentation d'une étude de cas — la

structuration du parti socialiste en Ille-et-Vilaine dans les années 60-70 —, ce que laissent dans l'ombre les approches précédemment résumées et présenter les moyens conceptuels que nous nous sommes donnés pour concilier leurs apports. En prônant la nécessaire prise en compte de façon articulée de l'histoire sociale, des propriétés des groupes mobilisés et mobilisables et du travail politique qui réussit à homogénéiser pratiquement et symboliquement la pluralité des agents et des groupes qui se reconnaissent dans un parti — soit en y adhérant, soit en s'y identifiant de façon plus ou moins forte et plus ou moins épisodique —, le but n'est pas de complexifier pour le plaisir l'analyse afin d'épuiser la soi-disant "réalité" du parti étudié. Il s'agit simplement de montrer en quoi cela constitue un point de passage obligé pour comprendre les *formes* prises par un parti donné dans un site donné, sachant que par formes, on entend ici, aussi bien les propriétés sociales des réseaux mobilisés, celles des dirigeants, et les clivages et les types de militantisme prépondérants.

Avant d'aborder l'étude proprement dite, précisons que les raisons qui ont conduit à opter pour une étude localisée — en l'occurrence un département — sont à la fois théoriques et empiriques. Théoriques, car un des angles morts communs aux analyses sociétale et entrepreneuriale consiste en leur minimisation de la diversité des usages sociaux d'un même parti politique dans le temps et dans l'espace, comme si les partis étaient cohérents, voire hiérarchisés et stables (Lagroye, 1989). Même si ceux-ci ne sont pas perçus par les agents sociaux, électeurs ou adhérents, comme des entités strictement locales, et à travers le prisme exclusif des dirigeants et élus qui l'incarnent en un site donné, on ne saurait oublier que les propriétés sociales et la présentation de soi de ces derniers diffèrent en fonction des configurations sociales et politiques locales, et que les cartes d'implantation électorale et militante des partis politiques ne sont en rien superposables à celle de la distribution spatiale des groupes sociaux censés en être proches selon les enquêtes nationales. Un parti est donc *indissociablement* ce qui se passe en différents sites et le produit de l'interaction entre ces sites ; de même, l'identité du parti est à la fois celle que *tentent* d'en construire ses dirigeants locaux et fédéraux et ses dirigeants nationaux à travers des logiques plus ou moins concurrentielles (Sawicki, 1988).

Privilégier une approche localisée ne signifie donc pas que l'on considère la réalité comme le simple produit de la juxtaposition spatio-temporelle de multiples sites d'interactions, à l'instar de ce que proposent certains ethnométhodologues (Collins, 1981). Nous faisons simplement l'hypothèse que le choix d'un site particulier n'empêche pas de saisir les mécanismes d'homogénéisation, dès lors que chaque site d'interaction produit à la fois du spécifique et du général, et que les acteurs et les groupes utilisent des ressources et des règles qui sont définies à la fois en dehors et à l'intérieur de ce cadre (Giddens, 1987). Les processus d'homogénéisation du parti sont à l'œuvre au sein même de ces situations variées, à condition de ne pas les réduire à l'activité normative des instances dirigeantes productrices de règles et de représentations légitimes. L'attention portée à la production et à la reproduction de règles pratiques par les agents, sachant que celles-ci ont souvent pour effet d'inspirer les comportements mieux que ne le font les règles codifiées, interdit en effet de concevoir l'homogénéité d'une organisation politique soit comme le simple produit du travail des dirigeants, soit comme le seul fruit de contraintes extérieures aux activités partisans.

Empiriquement, l'étude de la structuration d'un parti dans un département permet une meilleure appréhension des réseaux qui lient acteurs "politiques" et "non politiques" ainsi que des propriétés sociales qui en spécifient les contours. Dès lors qu'on admet que l'étude des propriétés sociales des agents particulièrement investis dans les activités partisans n'a de sens que rapportée aux relations que ces agents entretiennent dans d'autres secteurs d'activités et suppose donc la mise en évidence des *réseaux* constitutifs de ce qu'on préfère nommer *milieu partisan* que parti — ce terme renvoyant par trop à l'image d'une organisation clairement distincte de son environnement —, force

est de constater que cette mise en évidence est plus facile à un niveau local. En s'employant ici à mettre en relation les propriétés spécifiques des groupes sociaux repérables en Ille-et-Vilaine avec celles des réseaux militants constitutifs du milieu socialiste dans les années 60 et 70, on cherchera donc non seulement à comprendre les formes prises par ce parti et les concurrences internes qui le traversent, mais à convaincre du nécessaire décloisonnement de la sociologie des partis politiques.

### **L'Ille-et-Vilaine : une configuration socio-politique originale**

La "poussée" socialiste en Bretagne au cours des années 70, dont certains observateurs ont souligné qu'elle touchait l'ensemble du "grand Ouest" (Vion, 1977 ; Bonenfant et Guézou, 1985) est généralement rapportée à des phénomènes macro-sociologiques, tels que "l'irruption du christianisme social" (Bon et Cheylan, 1988, p. 160), le "détachement croissant de la pratique dominicale régulière de nombreux catholiques" (Braud, 1978, p. 1028), l'urbanisation rapide ou encore le rattrapage économique et culturel (Sainclivier, 1989). Le travail politique effectué par les socialistes bretons n'est évoqué généralement qu'en termes très généraux<sup>4</sup>. Même si certains effets des transformations sociales sur la modification du recrutement du parti, notamment à travers l'afflux de nouveaux militants chrétiens, ont été mis en évidence, l'analyse précise des propriétés sociales de ce groupe — souvent présenté comme une entité réelle et homogène : "les cathos de gauche" — et son influence sur le milieu socialiste local n'a pas véritablement été amorcée.

Certes, dans leur généralité, ces explications ont le mérite de mettre l'accent sur certains changements massifs qui, s'ils ont touché l'ensemble de la société française, ont pris en Bretagne une dimension plus accusée : le déclin des agriculteurs, passés de 52,5% de la population active en 1954 à 17,7% en 1982, la sécularisation — telle qu'elle se manifeste par la baisse de la pratique religieuse et du recrutement des prêtres, mais surtout par la remise en cause de la légitimité et de l'autorité religieuses (Lambert, 1985) — ou encore l'industrialisation découlant de la politique nationale d'aménagement du territoire et du développement de l'industrie agro-alimentaire, sont d'autant plus remarquables qu'ils ont touché une société qui, il y a une trentaine d'années encore, restait profondément modelée par le catholicisme, par le poids d'une agriculture peu intégrée au marché et par une faible attraction de ses villes se traduisant par une immigration massive vers la région parisienne. Deux séries de réserves à l'encontre de ces explications qui se rattachent clairement à une lecture sociétale du politique, se doivent cependant d'être faites. La première porte sur le cadre géographique retenu. La plupart des chercheurs ayant analysé les changements politiques et sociaux de l'Ouest de la France, se situent au niveau régional : l'entité bretonne, voire "l'Ouest" (CNRS, 1983), semble s'être présentée à eux comme une évidence. Bien peu d'entre eux s'attachent finalement à la diversité des départements bretons<sup>5</sup> sinon pour montrer que la pluralité des "pays" est paradoxalement un des signes de la richesse de la "culture régionale" (Houée, 1977).

La pertinence du cadre régional n'est bien sûr pas contestable : l'objectivité de la Bretagne remonte à son intégration tardive au royaume de France et aux privilèges concédés alors par le Roi à son parlement, et s'est perpétuée à travers un sentiment d'hostilité à l'égard de l'Etat républicain entretenu par le clergé et l'aristocratie foncière<sup>6</sup>. Ignorer toutefois que la Bretagne est aussi un "territoire inventé"<sup>7</sup>, surtout lorsqu'on s'intéresse aux phénomènes politiques, aboutit à minimiser

---

4. M. Phipponneau (1986) fait ainsi allusion à "la prise en compte de la bretonnité" par le PS.

5. Dans les travaux que nous avons cités, chaque phénomène touchant plus particulièrement tel ou tel département sert à illustrer l'évolution de la Bretagne dans son ensemble.

6. Aussi bien pendant la période révolutionnaire (Dupuy, 1988), qu'au cours de la première moitié du XXe siècle (Berger, 1975).

7. L'invention de la représentation de la Bretagne, comme le montre C. Bertho (1980), s'opère essentiellement au lendemain de la Révolution à partir des rapports des administrateurs et notables républicains ; le "Breton", menace pour la République, devient alors

quelque peu la prégnance du cadre départemental qui demeure l'espace par excellence de la structuration des forces politiques en France. Si l'on se refuse à considérer ce cadre comme un territoire doté d'une objectivité qu'on pourrait nommer "légal-naturelle", mais plutôt comme une configuration singulière de phénomènes sociaux, économiques et politiques à laquelle le travail politique au sens large a contribué à donner une certaine objectivité, on a toute chance pourtant d'être en situation de mieux comprendre, par exemple, pourquoi l'implantation du PS en Ille-et-Vilaine est plus récente et moins étendue, notamment dans les campagnes, que dans le Finistère ou les Côtes d'Armor et pour quelles raisons, alors qu'ils sont majoritaires dans la plupart des départements du grand Ouest (à l'exception de la Mayenne et de la Loire-Atlantique), les rocardiens, qui passent généralement pour l'expression dans le parti socialiste du groupe des "chrétiens de gauche", sont ici minoritaires.

Si la structuration de la fédération socialiste en Ille-et-Vilaine doit bel et bien trouver une part de son explication dans les transformations générales qui ont affecté la société bretonne (modernisation rapide de l'agriculture, industrialisation et urbanisation tardives...) et la société française dans son ensemble (augmentation de la scolarisation, tertiarisation de l'économie, féminisation des emplois...), elle ne peut pour autant se comprendre sans étudier précisément la *combinaison* originale des changements qui caractérise le département dans sa diversité. Ce n'est qu'à la condition de saisir ces phénomènes dans leur complexité qu'on pourra appréhender la genèse, la spécificité et l'importance relative des différents réseaux sociaux au travers desquels se sont recrutés dirigeants, adhérents et sympathisants et se sont véhiculées des représentations valorisantes du parti. Leur prise en compte permet de comprendre pourquoi la mobilisation autour du parti socialiste a réussi ici et pas là, et pourquoi elle a pris telle ou telle forme, notamment pourquoi un type de dirigeants et pas tel autre s'est imposé.

Résumons donc brièvement ce qui fait de l'Ille-et-Vilaine une configuration sociale et politique singulière. Par rapport à d'autres départements de l'Ouest, c'est d'abord un moindre recul de la pratique religieuse et de la fréquentation de l'école privée. La culture chrétienne continue de marquer une grande partie du département par-delà un mouvement général de sécularisation de la société : la permanence d'une nombreuse population agricole (14,7% de la population active en 1982, soit le taux le plus élevé du pays avec la Manche) et d'un fort ancrage rural (40% de la population totale) en dépit du poids de l'agglomération rennaise, a favorisé le maintien de l'influence de l'Eglise catholique, de l'enseignement confessionnel et des associations gravitant autour de l'une et l'autre<sup>8</sup>, contribuant à entretenir un réseau dense d'activistes, lesquels perpétuent les œuvres catholiques et diffusent des schèmes et des modèles de comportement conservateurs, valorisant notamment la famille<sup>9</sup> et la propriété<sup>10</sup>. L'influence de ces valeurs se mesurent dans des

---

l'archétype du paysan français (archaïque, celte, poète et rugueux, à l'image du climat dans lequel il vit...) dont on doit se méfier ou qu'il faut au contraire glorifier. Ce "réseau de correspondances" qui forge "la personnalité bretonne", image grossie de la "personnalité paysanne", est celui dans lequel vont puiser les différents protagonistes qui, à compter de cette date et en fonction de leurs intérêts politiques, vont entretenir l'image poétique et politique d'une Bretagne immuable, homogène et sans aspérité. Il conviendrait toutefois d'ajouter à la perspective adoptée par C. Bertho le travail de contre-définition effectué à partir des années cinquante par les représentants politiques, économiques et intellectuels au sein du CELIB sur des bases "modernistes" visant à combler le "retard" breton par rapport à la "métropole"; leur mot d'ordre était : "Décolonisons la Bretagne".

8. Comme entre les deux guerres, la kermesse de l'école privée reste un temps fort de la vie locale. Selon P. Dressayre (1982), y compris dans les villes du bassin de Rennes qui ont connu un bouleversement démographique considérable au cours de ces vingt dernières années, "les traces de l'ancienne structuration des activités socio-culturelles autour de deux pôles «confessionnel» (la paroisse) et «laïque» (les commerçants du bourg) demeurent vives : dans la plupart des communes de la périphérie de Rennes, la Société Jeanne d'Arc d'une part, le cercle laïque ou le comité des fêtes d'autre part, perpétuent le clivage traditionnel" (p. 224).

9. Cette situation concourt plus généralement à expliquer que le taux de corrélation entre les taux cantonaux de pratique religieuse (de 1949 à 1961 selon les diocèses), le vote en faveur de Valéry Giscard d'Estaing au second tour de 1974 et les taux de fréquentation de l'école privée, soit supérieur à 0,70 en Ille-et-Vilaine en dehors des grandes villes (Lambert, 1983, p. 208).

taux de fécondité et de propriété du logement principal sensiblement plus élevés que dans d'autres régions françaises. Par ailleurs, la place occupée par *Ouest-France*, en position de monopole dans le département, et dont les éditoriaux et les articles accordent aux questions morales et religieuses une place non négligeable<sup>11</sup>, atteste de cette permanence qui profite surtout au conservatisme et au centrisme politiques.

Les structures de l'agriculture locale ont renforcé ces traits : la domination de la petite propriété tournée vers la production laitière, en dehors des zones maraîchères et ostréicoles de St-Malo et céréalières du bassin de Rennes, ne semble guère avoir favorisé l'engagement dans des structures de coopération à l'image de ce qui s'est passé dans le Finistère, les Côtes d'Armor ou encore en Loire-Atlantique : bien des communes continuent encore aujourd'hui de refuser le remembrement ; quant aux coopératives existantes, elles sont pour la plupart originaires des départements voisins et disposent d'une bien moindre influence que l'industrie agro-alimentaire privée<sup>12</sup>. Il n'est pas anodin de noter que le CDJA s'est développé dans les années 60 en bonne partie dans la région malouine, la plus tournée vers le marché national et international et que la Jeunesse agricole chrétienne (JAC) dont on sait combien ses militants ont favorisé le développement des coopératives et, dans certains cas, le rapprochement avec des organisations de gauche (CFDT, PSU puis PS), n'a pas eu ici l'influence qu'elle a eu dans d'autres départements de l'Ouest.

Même si l'agriculture a été un terrain d'affrontement entre gros et petits propriétaires, entre dirigeants et élus fidèles au gaullisme et ceux favorables à la démocratie chrétienne, jamais les partis de gauche (PSU, PS, PCF) n'ont réussi à développer leurs propres réseaux d'influence dans le monde agricole. Il faudra attendre les années 80 pour voir la Confédération paysanne, au sein de laquelle on trouve quelques militants socialistes, connaître un succès électoral et militant inattendu lié pour partie à la crise de surproduction laitière et à la modification des conditions légales d'accès à la représentation professionnelle<sup>13</sup>. Jusqu'à cette date, tout s'est passé comme si l'accès aux ressources ministérielles, via Michel Cointat, maire gaulliste de Fougères et ministre de l'agriculture de 1971 à 1972 puis Pierre Méhaignerie, ingénieur agronome devenu ministre de l'agriculture de 1977 à 1981 mais aussi président du Conseil général<sup>14</sup> avait garanti aux partis de droite le contrôle des réseaux d'élus ruraux et de représentants agricoles.

La spécificité du mode d'industrialisation départemental faisant appel à un personnel ouvrier issu et resté attaché au monde rural n'a fait que renforcer cette tendance conservatrice, même s'il a entraîné, comme on le verra plus loin, le développement de la CFDT. L'exemple des deux usines

---

10. Nous ne disposons que des chiffres pour toute la Bretagne : ceux-ci indiquent qu'en 1982, 70% de la population vit en maison individuelle contre 54% pour l'ensemble du pays (Sainclivier, 1989, p. 425).

11. Non seulement la devise du journal "Justice et Liberté" figure encore dans sa manchette, mais la ligne du journal est résolument engagée dans une optique personnaliste, comme en témoigne son directeur général : "Nous pensons que la communication est indispensable à la démocratie, et pour nous celle-ci passe par une lutte contre le totalitarisme, pour les communautés et les groupements sociaux ou religieux, pour le respect de la vie et des personnes" (F.-R. Hutin, cité par *Le Monde*, 15 novembre 1985, p. 24). Ainsi le journal s'est-il engagé pêle-mêle contre la peine de mort, l'avortement et la bombe atomique, ou encore en faveur de la solidarité avec le Tiers-monde et de l'Ecole libre.

12. Bridel est ainsi une des plus grosses entreprises du département employant 1600 salariés (Canevet, 1971). J. Sainclivier souligne pour sa part l'hostilité de la FDSEA d'Ille-et-Vilaine à la grève du lait de 1972 déclenchée par les fédérations du Morbihan, du Finistère et de Loire-Atlantique pour protester contre l'entente des coopératives et des entreprises privées visant à baisser le prix du lait. Jusqu'au début des années 80, cette ligne libérale prévaut au sein du monde agricole départemental (Sainclivier, 1989, p. 312-313).

13. Aux élections à la Chambre d'agriculture de 1983, la confédération nationale des travailleurs paysans obtient 16,1% des suffrages ; en 1989, la Confédération paysanne atteint 33,6%. La politique des quotas laitiers ajoutée à l'effondrement des cours du porc ont sérieusement ébranlé la domination de la FDSEA.

14. P. Méhaignerie bénéficie en outre d'excellentes relations avec l'archevêché et d'une image chrétienne consolidée par un frère prêtre, une sœur religieuse et un oncle curé d'une des paroisses de sa circonscription (Lechien, 1990).

Citroën installées à Rennes au début des années 60, représentant près de 50% des emplois industriels du pays de Rennes, est à cet égard emblématique de la forme de recrutement ouvrier qu'on trouve également à Redon, Vitré et, dans une moindre mesure, à Fougères et donne la mesure de l'absence de culture industrielle et syndicale des ouvriers et de ses conséquences<sup>15</sup>. En 1975, sur les 9600 employés de l'usine de Chartres-de-Bretagne, un tiers des ouvriers proviennent de l'agglomération rennaise, tandis que la moitié résident dans 407 communes disséminées sur quatre départements (Larivière, 1981). Cette situation isole les ouvriers les uns des autres et contribue à maintenir les liens avec le monde agricole, même si seule une minorité continue d'exercer une double activité ; ajouté au faible niveau de qualification et à la répression syndicale exercée par la direction, cet isolement a facilité la domination écrasante de la CSL aux élections professionnelles<sup>16</sup> et l'absence de grève et de conflits sociaux. Le cas de Citroën n'est pas exceptionnel. La permanence des liens familiaux entre le monde agricole et le monde ouvrier se retrouve aussi bien à Redon, où la création de plus de 6000 emplois industriels salariés à partir des années 50 n'a pratiquement pas entraîné de croissance démographique (Larbarthe-Tolra, 1985), que dans le vieil arrondissement de tradition ouvrière de Fougères, où entre 1968 et 1975, la population des communes rurales n'a chuté que de 2% alors que le nombre d'actifs agricoles diminuait de 30% (Cornielle, 1979). La plupart des "néo-ouvriers" du département continuent donc de vivre dans des bourgs ruraux où leurs épouses exploitent souvent une ferme ou un lopin. Alors que disparaissent progressivement les anciennes activités industrielles (mono-industrie de la chaussure à Fougères, arsenal, imprimerie et chantiers de réparation ferroviaire à Rennes), le développement de nouvelles activités (habillement, ameublement, agro-alimentaire, chimie) a reposé sur une main-d'œuvre d'origine rurale, moins qualifiée et plus féminine.

L'essaimage de cette population ouvrière encore fortement marquée par ses origines rurales et catholiques n'a pas manqué d'avoir d'importants effets sur le plan politique, comme le montrent les résultats électoraux (cf. tableau). Dans les bourgs et les villages, la stabilisation de la population rurale auquel il a contribué a favorisé le maintien de la prépondérance des agriculteurs ou de la petite-bourgeoisie rurale dans la vie sociale et politique, assurant ainsi la permanence de l'hégémonie des notables conservateurs et démocrates-chrétiens. De même, dans les villes telles que Fougères, Redon, et Vitré la conservation par les ouvriers de fortes attaches avec le monde rural a garanti la prépondérance du conservatisme politique et freiné la formation de réseaux laïques autour de l'école publique, de syndicats détachés d'une collaboration continue avec le patronat ou encore d'associations échappant à l'emprise de l'Eglise. Il faudra ainsi une longue période de déclin économique, amorcée dès la fin des années 60, pour que Fougères et Redon, se dotent, en 1983, d'équipes municipales à majorité socialiste, en partie issues de la CFDT locale, à un moment où la conquête de la municipalité et des cantons et circonscriptions de l'arrondissement de Rennes ont déjà figé les rapports de forces au sein de la fédération socialiste.

Cette relative permanence d'une société encore fortement marquée par la ruralité et la "catholicité", contraste en effet avec l'évolution du bassin de Rennes, dont la ville en elle-même regroupe près de 80% des habitants. Les années 60-70 voient celle-ci s'affirmer plus que jamais comme capitale tertiaire de la Bretagne. Le déclin de la classe ouvrière traditionnelle est ici compensé par le développement de l'université (9950 étudiants en 1958, 19000 en 1965, 40000 en 1989) et des services publics, à l'origine d'une des croissances démographiques les plus fortes du pays : de 1962

---

15. Le cas de Citroën diffère de ce point de vue des autres grandes usines installées en Bretagne dans les années 60, à l'instar du Joint Français à Saint-Brieuc, où seulement un quart du personnel réside à la même époque à plus de dix kilomètres de l'usine (Capdevielle et al., 1975, p. 20). Ajoutons que Citroën a adjoint à la politique de ramassage une politique d'aide à la construction ayant contribué jusqu'en 1975 à la construction de 3000 maisons individuelles (Huet et al., 1977, p. 60).

16. La CSL est même jusqu'en 1981 l'unique syndicat présent dans l'entreprise.

à 1982, la population de la ville augmente de 31,6% (soit près de 50 000 habitants supplémentaires), celle de l'agglomération de 47,8%<sup>17</sup>. Rennes devient l'une des villes les plus tertiaisées de France : avec déjà 68% des emplois dans ce secteur en 1968, ce chiffre atteint 83% en 1982 ; à eux seuls, les emplois administratifs représentent 30% des emplois totaux contre 15% au niveau national<sup>18</sup>.

### Résultats des élections législatives en Ille-et-Vilaine sous la Ve République (en % des suffrages exprimés)

		1ère circ. Rennes N-O	2e circ. Rennes S-E	3e circ. Vitré	4e circ. Redon	5e circ. Fougères	6e circ. St-Malo
1962	Gauche**	23,0	30,4	6,5	11,5	14,5	21,6
	MRP	50,0	16,8	54,8	21,1	23,9	29,1
	Droite	27,0	52,8	38,7	67,4	61,6	49,2
1967	Gauche	31,5	31,3	18,5	18,8	17,9	27,2
	Centre dém	42,5	21,5	46,0	22,5	32,9	14,7
	Droite	26,0	47,1	35,5	58,6	49,1	55,4
1973	Gauche	38,0	39,4	18,9	22,0	21,6	32,7
	Centre dém	19,2	12,8	52,7	6,1	24,5	13,6
	Droite	40,4	46,5	27,2	68,9	49,5	51,1
1978	Gauche	47,6	45,7	24,4	29,4	34,3	43,2
	CDS	1,8*	-	72,4	18,3	18,1	-
	Droite	50,8	51,8	3,2	52,8	47,5	56,5
1981	Gauche	56,1	56,2	24,4	38,7	37,5	48,6
	CDS	-	-	72,5	-	7,1	-
	Droite	43,4	42,7	3,1	61,3	55,4	49,9

\* Dissident CDS présenté sous l'étiquette "Démocratie chrétienne".

\* Y compris extrême-gauche (PSU, LO, LCR...), mais sans les partis régionalistes (Ar Vro, UDB...).

Ville tertiaire, universitaire, se développant plus fortement qu'elle ne s'industrialise, Rennes contraste par bien des aspects avec le reste du département. L'évolution récente de la ville renforce des traits plus anciens. Sans doute le catholicisme n'y est-il pas sans grande influence, mais les réseaux laïques, les syndicats d'enseignants et de fonctionnaires, la CGT et le parti communiste ont ici réussi depuis le début du siècle à proposer un modèle "alternatif" en diffusant des représentations qui ont constitué un terrain favorable pour une implantation du socialisme, en concurrence avec le radicalisme. Cela explique que, contrairement à certaines idées reçues, la gauche a toujours disposé à Rennes d'une audience forte dans les milieux populaire et intellectuel. Le quartier cheminot et celui de l'arsenal ont constitué les fiefs de la SFIO avant 1945, puis du PCF et du PSU par la suite. Le lycée, l'Université et les administrations ont fourni quant à eux aux partis de gauche, radicaux inclus, des réseaux électoraux et militants suffisamment denses pour qu'une alliance républicaine, radicale et socialiste parvienne à gérer la ville entre les deux guerres. Ainsi, jusqu'en 1935, 39% des conseillers municipaux appartenaient à la SFIO et 61% au radicalisme, la SFIO ayant participé sans discontinuer de 1908 à 1935 à la gestion municipale dans le cadre d'une alliance avec les radicaux et républicains de gauche découlant de l'acuité du combat laïque.

Le développement, à la Libération, du MRP et du PCF entraîne des reclassements importants : les radicaux se rapprochent des gaullistes et des indépendants, tandis que socialistes et démocrates-chrétiens sont condamnés à s'entendre s'ils veulent faire aboutir leur programme social ; c'est cette

17. Rennes compte 151 989 habitants en 1962, 177 498 en 1968, 195 785 en 1975, 200 042 en 1982. Par comparaison, dans le même temps, Nantes perd 2% de sa population.

18. Au total la zone d'emploi de Rennes concentre 72% des emplois publics du département, soit 49 550 salariés en 1981 sur un total de 162 221 actifs, dont 25 218 fonctionnaires de l'Etat (10 032 dans l'Education nationale et les universités et 6200 au PTT), 9400 fonctionnaires territoriaux et 16 428 agents des services publics (hôpitaux, sécurité sociale, SNCF, EDF, CCI...) (INSEE, 1990).



alliance qui permet au MRP et à la SFIO de s'emparer de la mairie contre une équipe soutenue par la bourgeoisie économique locale. La mise en place du scrutin majoritaire en 1959 rompt cette alliance et, compte tenu de la vague gaulliste, conduit le maire MRP Henri Fréville à se rapprocher de la droite locale et de la Chambre de commerce avec laquelle il prépare la venue de Citroën. Le succès durable du MRP repose d'une part sur une vaste alliance qui regroupe jusqu'en 1971 des représentants de la bourgeoisie économique, les milieux influencés par l'Eglise, des syndicalistes CFDT mais aussi Force ouvrière — rescapés de l'alliance avec la SFIO des années 50 —, d'autre part, sur le vote des femmes, l'arrivée d'une population d'origine rurale et le déclin relatif des industries traditionnelles. L'urbanisation et la tertiarisation vont modifier les contours du milieu socialiste à travers l'émergence de porte-parole formés dans les mobilisations liées à l'aménagement des quartiers et au logement, mais sans totalement faire disparaître son noyau laïque. C'est précisément à partir de celui-ci, comme on va le voir, que va se recomposer le nouveau parti socialiste à la fin des années 60.

Par contraste, on saisit pourquoi la région de St-Malo, l'autre pôle urbain du département échappant à l'emprise cléricale, apparaît dénué de réseaux aussi favorables au socialisme et au communisme. L'absence historique d'une activité industrielle unique et concentrée (la pêche n'a généré ici aucune importante activité annexe ; la réparation navale, compte tenu de la morphologie du port, de la concurrence de Cherbourg, Brest et Lorient, et de l'absence d'investissement de l'Etat, est toujours restée à un niveau modeste<sup>19</sup>), et donc de prolétariat industriel, en dehors de quelques dockers, cheminots et ouvriers de la réparation navale, n'a jamais été compensée par l'existence d'un milieu marin syndicalement et politiquement structuré. L'éloignement et l'isolement des marins morutiers, souvent absents pendant de longs mois d'une part, la prépondérance de la pêche artisanale d'autre part, n'ont guère favorisé la pénétration des organisations syndicales, d'autant plus que les épouses restaient pour la plupart attachées à la terre et ne travaillaient pas en usine. Le déclin de la pêche et les mutations de l'après-guerre n'ont fait ici que renforcer les propriétés du milieu ouvrier local. La nécessité de reconstruire la ville détruite par les bombardements, puis le boom du tourisme expliquent que le gonflement des effectifs ouvriers tient pour une bonne part à des paysans déracinés venus travailler dans des entreprises du bâtiment de petite taille peu propices à la mobilisation politique et syndicale<sup>20</sup>. Si St-Malo est aujourd'hui une ville dominée par le secteur tertiaire, autour de deux pôles bien distincts : le secteur public d'une part (18,6% des emplois), les activités commerciales d'autre part (13,1% de la population active de l'arrondissement), dont une bonne partie est désormais liée au tourisme ; l'influence du socialisme n'a guère réussi à pénétrer dans le milieu populaire et dans la petite-bourgeoisie de vieille souche, laquelle a maintenu son emprise sur la vie politique locale, malgré une parenthèse socialiste liée à une élection triangulaire entre 1977 et 1983.

### **Particularité des réseaux militants de la gauche non communiste**

Ce tableau très général de l'évolution de la configuration sociale du département jusqu'à la fin des années 70, permet de mieux comprendre la structuration des réseaux militants de la gauche non communiste et leur agrégation plus ou moins lente et réussie dans un même parti, ainsi que les raisons de la domination des militants de la gauche laïque sur la fédération et les postes électifs les

---

19. Là ne sont pas uniquement les seules explications ; la répugnance à investir dans les activités industrielles tient sans doute pour partie aux caractéristiques de la vieille bourgeoisie malouine, essentiellement tournée vers le négoce.

20. Si le phénomène s'est légèrement atténué aujourd'hui, la structure socio-économique de l'arrondissement en porte encore la trace, avec 11,4% de la population active employée dans le bâtiment (13,3% en 1962), soit presque autant que dans l'industrie (13,5%). De manière générale, St-Malo est une ville de petites et moyennes entreprises souvent à la limite de l'artisanat, comptant 666 entreprises artisanales ou industrielles mais une seule entreprise de plus de 500 salariés.

plus importants. Nous voudrions montrer que ce dernier trait tient à la fois à la prépondérance des réseaux politiques rennais et à la fragmentation du milieu des catholiques de gauche.

### *La difficile agrégation des militants syndicaux de la CFDT et des militants de la gauche non communiste*

La question posée ici peut se résumer simplement : pourquoi, alors que la CFDT connaît une croissance très importante de ses effectifs dans les années 50-60<sup>21</sup>, ses militants n'ont-ils pas constitué le noyau autour duquel s'est agrégé le nouveau parti socialiste ? Plutôt que de rapporter ce phénomène à l'incompatibilité des mandats politiques et syndicaux, il est plus utile de mettre en regard les caractéristiques du syndicat avec celles de la société locale. Il s'agit d'abord d'éviter de tomber dans une illusion rétrospective, véhiculée par l'organisation et ses historiens, d'une adhésion précoce des militants de la CFTC/DT aux valeurs de gauche. L'évolution sans heurts de la CFTC vers la CFDT et l'orientation mendésiste de ses dirigeants départementaux, si elles sont l'une et l'autre indéniables, ne doivent pas faire ignorer la permanence des attitudes politiques en faveur de la démocratie-chrétienne du plus grand nombre jusqu'à une époque très récente, comme le rappelle la lecture des cartes électorales aux élections politiques et sociales établies par A. Dorso (1990). Les régions où la CFDT obtient ses meilleurs scores aux élections sociales ou prud'hommales sont bien celles qui sont les plus ancrées à droite. Si le changement de sigle s'est fait sans véritable résistance, c'est en vertu de la forte autorité morale des dirigeants et des liens de complicité noués au cours de la Résistance et surtout à la JOC, mais aussi grâce aux dispositions sociales d'ouvriers chrétiens déracinés "habitués à accepter ce qui venait du sommet"<sup>22</sup> (Berlivet et Sawicki, 1994).

La "base" est donc longtemps restée globalement étrangère sinon réfractaire au nouveau discours socialiste puis autogestionnaire de la CFDT. De la même façon, l'orientation gauchisante des responsables locaux de la CFDT consécutives aux grèves de l'année 1968, ne peut pas non plus sans risque être assimilée à une évolution en profondeur des conceptions politiques des adhérents. Il faudrait ici s'interroger sur la congruence entre les pratiques gauchistes (occupations d'usines, séquestration de patrons, manifestations à caractère régionaliste et folklorique...) et la culture paysanne de nombreux ouvriers : le succès du slogan "vivre et travailler au pays", le recours à des actions violentes, les occupations d'usine visant à "prendre en mains ses propres affaires", apparaissent en parfaite adéquation avec l'habitus ouvrier-paysan des adhérents sans pour autant que ceux-ci n'investissent nécessairement ces pratiques de sens politique (l'autogestion, le pouvoir ouvrier...). Par ailleurs, la dimension communautaire de ces mobilisations, par opposition à des mobilisations fondées sur un principe de classe, peut contribuer à expliquer qu'elles n'ont pas forcément toujours eu d'effets politiques durables, comme l'avaient pressenti à l'époque les militants communistes qui s'étaient montrés hostiles à l'encontre d'actions tendant à faire croire que "les patrons locaux sont bons" (Auffray et *al.*, 1979).

L'évolution des responsables ne saurait donc masquer la passivité ou l'indifférence d'une grande partie des syndiqués à l'égard des prises de position politiques, ainsi que la permanence de leur

---

21. La CFTC d'Ille-et-Vilaine connaît au cours des années cinquante une très forte croissance de ses adhérents (4928 en 1952, 9730 en 1962, 10567 en 1964) correspondant à une augmentation de sa pénétration dans le secteur de l'industrie et celui du bâtiment. Dans le même temps, à partir de 1950, elle devance systématiquement la CGT aux élections sociales : en 1962, à la veille de sa transformation, la CFTC obtient 38,3% des suffrages aux élections à la Sécurité sociale, la CGT, 33,2% et FO, 11% (Dorso, 1987).

22. Entretien avec Robert Duvivier, secrétaire de l'Union départementale d'Ille-et-Vilaine de 1945 à 1958, le 16 juillet 1991.

attachement à une vision relativement conservatrice du monde social<sup>23</sup>. Cela n'empêche certes pas l'engagement politique des dirigeants, lequel s'opère notamment à travers la publication dès 1956 de *Notes politiques* dénonçant la guerre d'Algérie et prônant la planification démocratique (Dorso, 1987), mais les contraint à une grande prudence dans leur engagement partisan. Cela limite également le nombre de militants potentiellement prêts à s'engager dans un parti de gauche. On ne peut comprendre, à l'inverse, l'attachement à la démocratie chrétienne de nombreux adhérents, voire de militants syndicaux et associatifs sans prendre en considération les particularités du milieu démocrate-chrétien départemental et l'étendue des réseaux qui le constituent, au principe de positionnements politiques difficilement interprétables à l'aune d'une grille droite/gauche. Ainsi, à Fougères, de la fin des années 50 jusqu'au milieu des années 60, l'engagement des responsables de l'union locale contre la guerre d'Algérie et les institutions de la Ve République ou en faveur de P. Mendès-France, s'accompagne en même temps d'un investissement total de la CFTC dans le sauvetage d'une économie en pleine crise<sup>24</sup>, témoignant de la complicité existant entre syndicalistes et patrons chrétiens. Formés par les missions de productivité financées par le plan Marshall ou l'OCDE, les dirigeants syndicaux fougérois sont alors de toutes les initiatives : négociation d'un plan de formation avec la chambre syndicale de la chaussure, création de primes d'intéressement, mise en place d'un centre de formation et d'un comité d'expansion... Dans certaines entreprises dirigées par des patrons animant le MRP local et contrôlant la municipalité, le syndicat négocie la mise en place d'une véritable cogestion : chez Réhault notamment, fabrique de chaussures qui connaît au cours de la période une croissance extraordinaire (50 salariés à la fin des années 40, plus de 1000 au début des années 70), sont instaurées une prime de participation aux bénéfices, la possibilité pour le syndicat d'accéder à la comptabilité de l'entreprise et surtout la rémunération par l'entreprise d'un permanent syndical à temps complet<sup>25</sup>.

La croissance très forte que connaît alors la CFTC, qui repose pour l'essentiel sur ces entreprises et sur le rôle moteur des dirigeants<sup>26</sup>, s'explique dès lors non pas par ses prises de position politique en faveur du socialisme ou de la planification démocratiques mais bien par l'obtention d'avantages importants dans un climat de paix sociale, en conformité avec la conception des rapports sociaux diffusée depuis l'entre-deux guerres par l'Église catholique. Cet exemple permet au passage de comprendre pourquoi les pratiques syndicales ont tant tardé à avoir des effets clairement mesurables sur les représentations politiques localement dominantes, mais surtout il illustre combien cette situation a contribué à maintenir les responsables syndicaux dans une sorte de flou politique qu'atteste la contradiction apparente entre leur collaboration à la gestion locale — certains sont conseillers municipaux — en association avec des représentants du patronat, et leur critique du capitalisme et du régime gaulliste, même si la position ambiguë des représentants locaux de la démocratie-chrétienne, qui ne rallie la droite sur le plan parlementaire qu'en 1974, facilite ces positionnements spécifiques.

---

23. Ce point se retrouve également dans l'Isère, autre union départementale en pointe dans la rénovation syndicale (Bron, 1984). Rappelons en outre qu'en 1974, nationalement, 40% des adhérents de la CFDT déclaraient avoir l'intention de voter pour un candidat de droite au premier tour de l'élection présidentielle. Ils n'étaient plus que 11% en 1981 (Groux, Mouriaux, 1989, p. 81).

24. De 1952 à 1955, 20 entreprises de chaussures disparaissent engendrant un taux de chômage record.

25. On s'appuie ici sur les entretiens que nous avons eus avec Pierre Legavre et André Marivin, les deux secrétaires successifs de l'union locale de Fougères du début des années 50 au début des années 70. Voir aussi Lodé (1988).

26. Ce point est bien souligné par C. Lodé : "Jusqu'en 1959, l'union locale reste assez faiblement structurée, malgré une progression très forte en adhérents. Il n'existe pratiquement pas de section, hormis «des embryons de sections incapables de fonctionner sans permanents, même sur des problèmes mineurs» constate amèrement le secrétaire de l'UL. Celui-ci est omniprésent, il assure l'essentiel de l'animation des structures" (1988, p. 123).

L'exemple fougerais montre qu'au-delà du rythme de l'histoire des organisations que manifeste les changements de sigles ou de leader, l'évolution concrète des cercles militants exige d'être saisie à la lumière des liens multiples historiquement formés qui se sont tissés entre des personnes et des groupes par-delà les frontières organisationnelles. Ces liens disparaissent et se recomposent souvent avant que ne se formalisent les changements, les rendant en quelque sorte possibles<sup>27</sup>, mais ils peuvent aussi se perpétuer, conférant alors aux histoires politiques locales un tempo singulier. En Ille-et-Vilaine, la "rupture" entre militants syndicaux mais aussi associatifs, et responsables locaux de la démocratie chrétienne, des associations paroissiales ou de parents d'élèves de l'enseignement privé a été d'autant plus longue à se concrétiser, qu'au-delà de l'affinité des habitus, les liens de parenté et de camaraderie forgés au patronage, dans les groupes d'action catholique ou dans la Résistance, ont perduré au-delà des divergences politiques. En retour, ces liens entraînent la suspicion des militants laïques qui, à l'époque contrôlent le seul parti pouvant servir de réceptacle aux militants chrétiens qui se sont éloignés du MRP à la faveur des grèves de 1953 et de la guerre d'Algérie : le PSU<sup>28</sup>. C'est en vertu de cette méfiance à l'encontre de ceux qui continuent de se marier à l'Eglise, d'envoyer leurs enfants à l'école privée et qui collaborent ponctuellement avec le patronat que les responsables du PSU de l'époque rejettent les demandes d'adhésion des principaux dirigeants de la CFTC de l'époque (Kesler, 1990, p. 292 et s.).

Les choses commencent à changer après mai 68 avec l'entrée massive d'étudiants souvent passés par la Jeunesse étudiante chrétienne (JEC) et l'arrivée de jeunes ouvriers, employés ou cadres moyens influencés par l'extrême-gauche (Berlivet, 1992). L'adhésion au PSU devient alors possible pour les syndicalistes de la CFDT les plus acquis aux idées de gauche. Le discours autogestionnaire séduit d'autant plus certains d'entre eux que la grave crise économique qui touche l'industrie de la chaussure à Fougères et le machinisme agricole à Redon, mettent en cause les formes de cogestion pratiquées dans la période précédente. Une nouvelle génération de militants, à la fois plus formée mais aussi ignorante des formes classiques du syndicalisme, parvient alors à entraîner jusqu'au maoïsme quelques dirigeants syndicaux de la période précédente, séduits par un discours s'apparentant au messianisme. Pour les autres, initiés dans les années 50 au sein des Ecoles normales ouvrières à l'économie keynésienne et inconditionnels de Mendès-France, le pas à franchir est trop grand ; ils renoncent pour la plupart à l'engagement politique. L'horizon politique leur apparaît alors particulièrement fermé, coincés qu'ils sont entre un PSU gauchiste, un centre démocrate de plus en plus conservateur, et un parti socialiste encore dominé par des laïcs intransigeants. L'influence des militants d'extrême-gauche, qui réactivent le mythe de l'indépendance syndicale, limite en outre fortement les marges de manœuvre des responsables de la CFDT les plus favorables au rapprochement avec le parti socialiste

Le cheminement des dirigeants syndicaux de la CFTC et de la CFDT correspond au rythme propre des luttes ouvrières. Celui des militants associatifs, issus plus souvent des classes moyennes est autre, mais aboutit à la même méfiance à l'égard du PSU, puis du parti socialiste après sa mutation

---

27. On oublie trop souvent, pour prendre un exemple célèbre et fréquemment présenté comme un accord "au sommet" que la politique d'union de la gauche décidée par les états-majors du PCF, du PS et du MRG en 1972, ne peut se comprendre si l'on perd de vue l'apparition de nouvelles générations militantes et la transformation des lieux de rencontres entre socialistes et communistes, qui les ont fait se rencontrer, se connaître et s'apprécier dans les années 60, rendant par là-même cette nouvelle ligne politique acceptable.

28. En dehors de la région de Redon, où le PSU connaît un développement plus tardif et est investi précisément par un groupe de militants chrétiens issu du scoutisme et du Mouvement de libération populaire (MLP), les anciens de la SFIO conservent la maîtrise de l'appareil du PSU jusqu'à la veille des événements de 1968. Ils bénéficient pour ce faire du soutien de militants cheminots emmenés par Albert Renouf, populaire secrétaire du syndicat CGT de la gare de Rennes qui a quitté le parti communiste au début des années cinquante, ainsi que de la mobilisation du réseau maçonnique derrière le leader local de la LDH, Charles-Louis Foulon, ancien président départemental du CDL.

symbolique de 1971. A Rennes, ce phénomène est particulièrement visible au sein du monde des associations familiales, notamment de l'Association populaire des familles (APF) rebaptisée dans les années 60, CSCV<sup>29</sup>. Les liens d'H. Fréville avec ce milieu se sont renforcés au cours de son mandat par le biais de sa politique de réhabilitation de l'habitat populaire — pour laquelle il s'est notamment appuyé sur le mouvement Castors — et de son action en matière sociale<sup>30</sup>. Ainsi, la mise en place dès 1960, en coopération étroite avec la caisse d'allocations familiales, d'un important Office social et culturel chargé de gérer les équipements sociaux des HLM, ajouté à la création de centres sociaux dans les nouveaux quartiers a permis d'associer de nombreux militants à la gestion des équipements publics. En 1968, la gestion de l'OSC devient même paritaire, les représentants des associations participant à l'attribution des subventions municipales (Phlipponneau, 1976, p. 311). A certains égards, la municipalité expérimente des formes de concertation (commissions extra-municipales, aides aux associations...) que généraliseront les mairies socialistes à partir de 1977, s'inspirant de l'exemple grenoblois. Certes, ces structures de concertation deviennent progressivement le lieu de nombreux conflits sur les orientations de la politique municipale en matière d'urbanisme, à mesure que se développent de nouvelles associations de résidents animées par des militants proches du PSU ou de l'extrême-gauche. Ainsi de nombreux responsables et permanents de l'OSC s'affichent de plus en plus à gauche, et les actions de l'association populaire des familles (APF) proche de la municipalité sont de plus en plus dénoncées au motif qu'elles restent cantonnées à la sphère économique (achats groupés de produits alimentaires ou d'entretien, prêts de machines à tricoter...) (Le Floch, 1976).

Nonobstant, la force de ces liens est encore réelle au début des années 70, au point que le groupement d'action municipale (GAM) de Rennes, animé localement pour l'essentiel par des membres de La Vie nouvelle, dont les engagements politiques vont du PSU à la démocratie-chrétienne, se refuse de choisir entre la liste Fréville et la liste "Rennes socialiste" menée par des militants du PSU, du PS et du PC lors des élections municipales de 1971 : la participation à la Vie nouvelle et aux activités du GAM de membres de la municipalité Fréville, dont le premier adjoint, illustre parfaitement l'ambivalence de ces militants<sup>31</sup>. Si la permanence de ces liens s'explique sans doute aussi pour certains par la méfiance à l'égard d'un PSU de plus en plus ouvertement gauchiste et un parti socialiste prônant l'union avec le PC, la lenteur de cette rupture avec la démocratie-chrétienne ne prend sens, là encore, que par rapport à sa spécificité locale et aux réseaux d'intérêt et d'amitié qui se sont tissés au cours du règne d'H. Fréville et qui ne se déliteront qu'avec la retraite politique de celui-ci avant les municipales de 1977.

Il apparaît, après cette présentation, que les réseaux de militants chrétiens qu'ils soient syndicalistes — *a priori* les plus nombreux —, animateurs d'associations ou encore membres d'un parti politique, ne forment pas un milieu homogène : les uns restent longtemps proches des démocrate-chrétiens avec lesquels ils partagent le même ethos, les autres gravitent dans les eaux de l'extrême-gauche, au

---

29. Devenue en 1972, Confédération syndicale du cadre de vie (CSCV). Sur l'histoire et l'évolution de ce mouvement cf. Hatzfeld (1987, p. 380 et s) et Chauvière et Duriez (1985).

30. Sur les spécificités de la politique foncière de la municipalité Fréville, on pourra se reporter à Huet et al. (1977, p. 144 et s.), qui, par-delà son fonctionnalisme marxiste, met bien en évidence l'originalité de la situation rennaise. Par là même les auteurs n'emportent pas la conviction quand ils font de la municipalité Fréville l'instrument du "capitalisme monopoliste". Ajoutons que la complicité existant entre H. Fréville et de nombreux militants chrétiens reposait pour beaucoup sur une affinité éthique implicite découlant de dispositions sociales analogues comme en témoigne ce responsable syndical de la CFDT : "Fréville, je l'ai connu, c'était quelqu'un d'une pureté exceptionnelle... Ça n'a rien à voir avec les hommes politiques de maintenant. Il était malheureux en politique, il était malheureux quand il avait des problèmes avec quelqu'un... Il avait des relations très humaines avec les gens, très droites" (cité par Berlivet, 1992, p. 97).

31. Témoignage écrit d'André Ernou, fonctionnaire des impôts, militant de la CFDT, de Vie nouvelle et Citoyens 60, membre jusqu'en 1971 du GAM de Rennes, 2 décembre 1991.

PSU, dans des groupes maoïstes, plus rarement à la LCR. Ceux qui adhèrent au parti socialiste dans la première moitié des années 70 appartiennent généralement à la génération socialisée politiquement au cours des années d'après-guerre, séduits par Mendès-France, sensibles au thème du socialisme démocratique et quelque peu en retrait par rapport à l'action syndicale. Or, malgré les apparences — la CFDT est dès le début des années 60 le premier syndicat du département sur le plan des adhérents et sur le plan électoral —, on a vu que ce groupe n'est pas très étendu et disséminé dans les régions politiquement les plus conservatrices du département. Cette situation d'ensemble permet de comprendre la lenteur et la localisation des réseaux militants de gauche non communiste, par ailleurs quasiment absents dans le milieu rural. Dans ces conditions, le développement du PS va être centré sur le bassin de Rennes puis seulement dans un second temps dans les deux villes ouvrières en crise que sont Fougères et Redon. Contrairement à une représentation répandue de l'histoire récente du parti socialiste en Ille-et-Vilaine, ce ne sont pas pour l'essentiel des militants catholiques ou des groupes identifiés comme chrétiens qui vont donc construire la fédération au début des années 70. Cette entreprise s'est faite à partir des réseaux affaiblis de la SFIO, mais surtout avec la participation de militants issus de réseaux laïques, voire ouvertement hostiles au catholicisme, et de personnalités — souvent universitaires — dont les principales ressources étaient l'expertise et l'activisme régionaliste.

#### *Experts et militants : la lutte pour le contrôle du parti socialiste*

Au cours de la première moitié des années 60, la fermeture du PSU et de la SFIO aux militants d'origine catholique en rupture par rapport à leurs allégeances traditionnelles, laisse le champ libre à gauche à la multiplication d'initiatives politiques de personnalités ou de petits groupes indépendants. Ceux-ci se structurent notamment à l'occasion de la préparation de l'élection présidentielle de 1965, dans un premier temps pour soutenir la candidature de G. Defferre. Le discours régionaliste, la volonté de pacifier le combat scolaire, l'ouverture aux centristes séduisent certains militants encore proches de la démocratie-chrétienne, ainsi qu'une poignée de radicaux ou de socialistes proches du pôle intellectuel. Ce groupe va s'agréger autour de M. Phlipponneau. Ce géographe, obsédé par l'idée de planification régionale, doit sa notoriété à son rôle de président de la commission d'expansion économique du CELIB (Centre d'études et de liaison des intérêts bretons) et de principal rédacteur de la loi-programme pour la Bretagne reprise en partie par le gouvernement dans le IVe Plan. Séduit par Mendès-France, ce chrétien, militant par ailleurs au SGEN, se rebelle à partir de 1962 contre l'orientation droitière du CELIB (liée au raz-de-marée gaulliste aux élections législatives) et la trop grande timidité du gouvernement de M. Debré en matière de décentralisation ; il décide alors de soutenir ouvertement G. Defferre lequel reprend à son compte ses propositions<sup>32</sup>. Compte tenu de sa trajectoire, M. Phlipponneau concentre un ensemble de propriétés propices à l'agrégation d'agents venant d'horizons politiques assez divers, mais ayant en commun la volonté de rénover la gauche non communiste<sup>33</sup>.

En effet, le CELIB a non seulement procuré à M. Phlipponneau une visibilité sociale et publique considérable (*Ouest-France* a ainsi soutenu et relayé ses initiatives), mais il lui a également permis de se doter d'un vaste réseau relationnel. La participation à ce qui fut le premier comité régional d'expansion économique du pays, créé dès 1949, de représentants des forces économiques et

---

32. M. Phlipponneau rédige les pages consacrées à la régionalisation dans le livre programmatique du maire de Marseille *Le nouvel horizon*. La force de M. Phlipponneau repose également sur sa capacité à mobiliser des ressources universitaires et notamment ses étudiants ; les travaux qu'ils réalisent lui permettent en effet d'intervenir régulièrement dans les débats politiques concernant la Bretagne dans la presse régionale et nationale.

33. Sur la CIR et la formation de la FGDS en Ille-et-Vilaine, voir Phlipponneau (1970, p. 138-143). On trouvera dans ce même ouvrage de longs développements sur l'histoire du CELIB.

syndicales — à l'exception de la CGT qui n'y adhère qu'en 1961 — lui a permis d'y côtoyer des responsables du syndicalisme agricole et ouvrier ainsi que certains des porte-parole les plus à gauche du milieu du commerce et du petit patronat. Sa stature d'expert et sa sensibilité chrétienne et mendésiste en ont fait en outre un hôte de choix pour les sessions annuelles de l'École normale ouvrière de la CFTC. Ainsi M. Phlipponneau parvient à regrouper autour de lui un certain nombre de jeunes militants de la FDSEA (tels que Louis Chopier, éphémère président de la Chambre d'agriculture) et de la CFDT, séduits par les thèmes de planification et de régionalisation, ainsi que quelques syndicalistes de FO et des néo-radicaux mendésistes. L'efficacité de ce réseau personnel se manifeste avec éclat aux élections législatives de 1967 : la plupart des candidats de la FGDS y sont en effet issus du club Bretagne et Démocratie qu'il a créé deux ans plus tôt, les membres de la vieille équipe de la SFIO étant tout au plus suppléants ; quant à M. Phlipponneau, il y obtient au second tour près de 40% des suffrages exprimés dans la seconde circonscription de Rennes. Autour de M. Phlipponneau, on voit ainsi s'articuler — sinon s'imbriquer — plusieurs réseaux dont les membres les actifs prennent en 1969 d'autant plus facilement le contrôle de la nouvelle fédération socialiste, qu'elle se réduit alors à moins de 200 adhérents et qu'elle est animée par une quinzaine de militants sans réelle assise électorale.

Mais cette montée en puissance politique va se trouver progressivement remise en cause. A partir de 1971, le contrôle de la fédération échappe à M. Phlipponneau et à son entourage, non pas du fait d'"erreurs tactiques", mais en raison des propriétés mêmes qui ont favorisé le succès du grand régionaliste breton. Universitaire, chargé de responsabilités, familier des personnalités rennaises les plus en vue, doté d'un capital électoral nettement supérieur à celui des anciens leaders de la SFIO, il apparaît aux yeux de ces derniers, ainsi qu'à ceux des militants du PSU et de beaucoup de responsables syndicaux comme un "notable". Catholique fréquentant les autorités religieuses, il est en outre suspect à tous ceux qui sont marqués par une ancienne et solide tradition anticléricale. Homme de dossiers, il n'est pas en mesure d'investir dans l'appareil du parti renaissant et se trouve enfermé dans son rôle de "spécialiste". L'ethos et l'image que M. Phlipponneau et ses proches ont d'eux-mêmes les rendent incapables de relancer le militantisme, et les incitent à limiter leurs actions au terrain électoral — essentiellement à Rennes — et à des interventions dans la presse, suscitant par là-même la réprobation des anciens de la SFIO, qui valorisent fortement le travail des sections, les discussions doctrinales et l'enracinement populaire du parti<sup>34</sup>. De plus, nourri de l'hostilité à l'égard des communistes, lesquels se sont longtemps tenus à l'écart du CELIB et ont toujours récusé les options régionalistes, M. Phlipponneau refuse l'union de la gauche. Les conditions de sa réussite sociale en Ille-et-Vilaine sont donc aussi, à la faveur d'une nouvelle conjoncture, celles qui vont conduire à sa (relative) mise à l'écart par une nouvelle équipe qui s'appuie sur la valorisation de l'activisme militant et de l'union de la gauche.

Ce refus et cette impossibilité de réactiver les sections, de faire le tour de celles qui existent encore ou de rentrer dans des débats "idéologiques" considérés comme stériles, laisse le champ libre à une poignée de jeunes enseignants, étudiants et militants associatifs laïques, dont les plus actifs sont E. Hervé, jeune assistant en droit, Jean-Pierre Michel, ancien syndicaliste étudiant, maître-auxiliaire en sciences naturelles et Noël Eliot, permanent des clubs et foyers Léo Lagrange. A eux trois, avec le soutien de la vieille garde socialiste, ils vont progressivement prendre le contrôle du nouveau parti socialiste. Tout les sépare des proches de M. Phlipponneau, comme le suggère la comparaison de la biographie de ce dernier avec celle d'E. Hervé : alors que le premier est issu de la petite-

---

34. C'est ce que résume à sa façon Edmond Hervé, alors jeune militant de 24 ans venant juste d'adhérer à la SFIO (en 1966) : «Il y avait d'un côté la SFIO, de l'autre la CIR. Pour les militants de la première, la CIR, c'était des aristocrates. Les autres se considéraient comme les colleurs d'affiches, les baroudeurs, ceux qui font le boulot». Entretien avec Edmond Hervé (cité par Hardy, 1978, p. 145). Les extraits d'entretien qui suivent, ainsi que les indications biographiques proviennent également de ce mémoire.

bourgeoisie rennaise, E. Hervé est fils de paysans pauvres des Côtes-du-Nord ; le premier est professeur d'université reconnu, l'autre simple assistant en droit n'ayant jamais publié le moindre article ; enfin quinze ans les séparent. En bref, les ressources politiques qu'ils peuvent mobiliser ne sont en rien identiques et éclairent les usages différents qu'ils font de la structure partisane. La biographie d'E. Hervé permet en outre de comprendre ce qui pousse un étudiant en droit brillant et de gauche à adhérer à la SFIO à une époque et dans un lieu où celle-ci est fortement déconsidérée et où le PSU attire la majorité des jeunes intellectuels, et ainsi de saisir les propriétés des réseaux qu'il agrège et les conditions de sa réussite. Né dans une famille de petits agriculteurs socialistes et laïques d'un petit village des Côtes-du-Nord, mais élevé dans la religion catholique par sa grand-mère, la carrière sociale d'Edmond Hervé rappelle celle de Guy Mollet et de bien d'autres dirigeants de la SFIO de l'après-guerre : élève brillant poussé par son instituteur, il devient interne au collège puis au lycée où il obtient son bac ; à mesure de sa progression scolaire son horizon d'attente s'élargit : «Lorsque je suis entré au collège, mon objectif était d'avoir le brevet pour entrer dans les postes. Lorsque j'ai eu le bac, j'ai souhaité devenir instituteur. En entrant à la fac de droit, je pensais au barreau»... En fait, il doit d'entrer à l'université à un concours de circonstances : alors qu'il souhaite devenir instituteur, c'est le manque de places disponibles qui lui vaut d'être nommé en attendant surveillant dans un lycée de Pontivy, où il rencontre des collègues qui lui donnent l'idée de s'inscrire à la faculté de droit.

Les animateurs de l'UNEF, très liés à ceux de la JEC, plus souvent étudiants en lettres qu'en droit, et souvent membres du PSU, l'inhibent par leur maîtrise des références théoriques, leur aisance rhétorique et un aplomb qu'ils tiennent en partie d'une origine sociale plus élevée ; E. Hervé les qualifie d'ailleurs de «milieu d'aristocrates donneurs de leçons». Le parallèle avec la manière dont Jean-Pierre Chevènement, à la même époque, vit son passage à Sciences Po, puis à l'ENA est ici significatif. Boursier, fils d'instituteurs laïques, petit-fils de fermier et de garde forestier du Haut-Doubs, la situation de décalage social qu'il ressent et la haine pour «les jeunes gens de bonne famille» qu'il en éprouve est, sous bien des aspects, homologue de celle que ressent E. Hervé débarquant à Rennes<sup>35</sup>. Pour tous les deux, l'engagement à la SFIO semble une manière de concilier la fidélité à leur origine populaire et leur dévotion à l'école républicaine, tout en valorisant leur capital scolaire ; de fait, la SFIO leur offre, tant l'absence de cadres est patente, une promotion rapide et une reconnaissance inespérées. Ainsi, venant à peine d'adhérer, E. Hervé se retrouve délégué au congrès national du parti et voit ses ressources intellectuelles et sa jeunesse fortement valorisées. Formé, encouragé par les anciens militants, les liens qu'il noue alors avec eux ont une dimension affectuelle indéniable, qu'on retrouve également à la même époque au sein de la SFIO nantaise (Petaux, 1982). On comprend mieux le soutien que reçoivent E. Hervé, N. Eliot et J.-P. Michel de ces vieux militants, en dépit de leur engagement en faveur du CERES et de l'union de la gauche. Leur proximité sociale avec eux est sans commune mesure avec celle qui existait avec M. Phlipponneau et ses proches. Or c'est précisément grâce à cette formation, grâce à l'accès au réseau des militants de Force ouvrière et du Cercle Paul Bert, et grâce aux moyens matériels du club Léo Lagrange où se réunissent alors les réunions du parti, que l'équipe animée par E. Hervé parvient à prendre le contrôle de la fédération en défendant systématiquement les motions déposées par le CERES, l'échec de la candidature Defferre soutenue activement par M. Phlipponneau leur en ayant fourni le prétexte. L'investissement à temps quasiment complet à compter de cette date d'E. Hervé dans la réactivation des sections du parti — beaucoup plus que dans l'action syndicale ou associative qu'il néglige quelque peu —, au sacrifice de sa vie professionnelle — il n'achève pas sa

---

35. «Je revis ces trois années où, petit immigré provincial, je n'ai trouvé de salut que dans les livres. Je me revois pénétrant pour la première fois dans le grand hall froid de Sciences Po, dans le jacassement supérieurement distingué de mes condisciples. Même à l'Amicale de l'UNEF je ne me sens pas de plain-pied avec cette gauche parisienne» (Chevènement, 1974, p. 22).



thèse et reste assistant — crée les conditions d'une spirale de l'engagement<sup>36</sup>. C'est à la faveur de cet investissement qu'il peut apparaître comme l'incarnation de la rénovation du parti socialiste dans le département et qu'il est investi, quasiment inconnu, à diverses élections<sup>37</sup>.

### **Marginalisation des “cathos de gauche” et incompatibilité d’ethos**

Le travail réalisé par E. Hervé pour incarner ce renouveau et mobiliser de nouveaux soutiens, notamment au sein du monde enseignant (FCPE et FEN)<sup>38</sup>, et la disqualification de son principal concurrent, M. Phlipponneau, sont d'autant plus aisés que les anciens responsables du PSU sont incapables d'agréger l'ensemble des militants chrétiens et de les conduire en bloc au PS. Rares sont en effet ceux qui rejoignent le PS dès 1971-72<sup>39</sup>. Le nombre d'adhérents n'augmente d'ailleurs que faiblement entre 1971 et 1974 : la fédération compte alors à peine 400 membres, soit à peu près autant que le PSU à la même époque, dont plus de la moitié est concentrée à Rennes, ce qui permet aux militants issus du milieu laïque de contrôler la plupart des investitures aux élections cantonales et législatives et de commencer à se forger un capital électoral. De fait, en 1974, l'essentiel des animateurs de la fédération, à l'exception de M. Phlipponneau, est issu des organisations formant ce que par commodité on nommera le milieu laïque. Seule la frange laïque et philo-communiste du PSU quitte ce parti en 1972, même si l'affiliation des responsables fédéraux au CERES permet de rallier certains militants chrétiens, notamment syndicalistes du SGEN, séduits par la thématique autogestionnaire du courant de J.-P. Chevènement. Le caractère omnibus du discours du CERES apparaît ici d'autant plus efficace qu'il s'accompagne d'une pratique très souple, l'organisation du courant n'étant en rien comparable en Ille-et-Vilaine avec celle qui se met alors en place dans la fédération de Paris par exemple (Marjolin, 1973). On n'observe dans le département ni création de sections ou de groupes d'entreprise ni réunions régulières de formation idéologique ni même de diffusion systématique des brochures nationales du courant. Cet usage très souple d'une structure et d'un label nationaux est à la fois la conséquence et la condition de possibilité de l'intégration de certains militants chrétiens qu'E. Hervé s'emploie à séduire en se présentant comme l'homme de la synthèse du nouveau socialisme. Pour ce faire, il n'hésite pas, en 1974, à quitter le SNESUP pour le SGEN ; parallèlement, ses discours et sa posture tendent à démontrer que son attachement à la laïcité est synonyme de tolérance, au même titre que l'éducation religieuse transmise par sa grand-mère ; enfin, la mise en avant systématique de son origine sociale modeste et paysanne — à l'image d'une bonne partie de la nouvelle population rennaise — devient alors le fondement de sa légitimité, lui permettant de s'opposer implicitement et explicitement à ses adversaires au sein du parti socialiste (M. Phlipponneau, “les aristocrates du PSU”...) et de la droite locale. Le soir de son élection à la mairie, en mars 1977, il n'hésite pas à rappeler : «Je suis élu par des gens de mon milieu, parler en leur nom est un honneur»<sup>40</sup>.

---

36. En 1971, E. Hervé devient secrétaire de la section de Rennes, tandis que Jean-Pierre Michel accède au poste de premier secrétaire fédéral où il sera remplacé par E. Hervé en 1974 à la suite d'ennuis de santé.

37. Dans ce processus d'accumulation d'un capital politique réalisé par l'équipe d'E. Hervé, les succès électoraux jouent un rôle essentiel. Le bon score réalisé aux élections législatives de 1973 — à côté de M. Phlipponneau —, où à la surprise générale, les deux candidats devançant nettement ceux des autres partis de gauche au premier tour et obtiennent plus de 40% des voix au second, et l'élection des deux mêmes candidats la même année au Conseil général, donnent non seulement à E. Hervé la possibilité de mobiliser de nouveaux soutiens, mais lui confèrent une grande notoriété, ainsi que la qualité de "candidat crédible".

38. La plupart des élus ou responsables fédéraux ayant adhéré au cours de cette période sont enseignants (J.-C. Du Chalard, J.-M. Boucheron, C. Théaudin, C. Le Maout...) et se sont les uns ou les autres fréquentés au cours de leurs études ou dans un cadre syndical ou professionnel avant leur adhésion.

39. L'enquête que nous avons effectuée auprès des dirigeants et élus actuels de trois fédérations du PS, dont l'Ille-et-Vilaine, confirme le caractère tardif de ce “décollage” : alors que dans le Var et le Pas-de-Calais 15% ont adhéré au PS entre 1974 et 1977, ils sont près de la moitié (47,5%) dans ce cas en Ille-et-Vilaine ; inversement, seuls 10% l'ont fait avant 1971 (Sawicki, 1993).

40. Cité dans *Ouest-France*, 21 mars 1977.

Avant les Assises du socialisme qui donnent le signal du ralliement au PS d'une partie des militants du PSU et de syndicalistes de la CFDT, E. Hervé et son entourage sont donc parvenus à cumuler à la fois d'importantes ressources partisans et électives, à la différence de M. Phlipponneau qui ne dispose que des secondes et des futurs rocardiens qui n'ont que les premières. Les conditions à travers lesquelles E. Hervé réussit à préserver cet avantage ne se résument bien sûr pas à son habileté personnelle ou à son usage instrumental des courants ; elles sont indissociables de l'histoire en partie spécifique des chrétiens de gauche en Ille-et-Vilaine, lesquels tardent à rallier le PS et à l'inadéquation de leur éthique militante vis-à-vis des modalités de la concurrence partisane, d'autant plus forte que ses règles ont été définies en dehors d'eux. Ainsi, lorsque les militants de la mouvance rocardienne du PSU adhèrent au PS, de façon échelonnée entre 1974 et 1976, ils n'ont plus guère le moyen de peser sur les normes de l'organisation. La croyance dans le bien-fondé du débat démocratique et de la libre expression des convictions et des arguments, dispose bien mal les militants syndicaux de formation chrétienne, habitués à la convivialité des réunions jocistes ou syndicales, à s'adapter aux règles de fonctionnement des sections du PS dans lesquelles ils voient avant tout le règne de la "magouille". De même, les différences entre les modalités de fonctionnement du parti socialiste et celles qu'ont connues les intellectuels au sein du PSU ou de la CFDT, où les enjeux de pouvoir et les débats stratégiques occupaient une place bien moindre que les débats doctrinaux ou l'élaboration d'actions concrètes, ne laissent pas d'en désorienter plus d'un. L'inaptitude, voire le dégoût à entrer dans les luttes pour le contrôle des postes que traduisent de nombreux témoignages, aussi bien de militants d'origine syndicale que d'enseignants ou de cadres administratifs fortement diplômés passés par des organisations comme la JEC, les groupes Témoignage Chrétien ou Vie nouvelle, traduisent la difficile conciliation chez ceux-ci de l'éthique de responsabilité et de l'éthique de conviction. Cette méfiance à l'égard de la pratique politique trouve son expression savante dans la dénonciation de la politique professionnelle ou dans la conception que "tout est politique", et peut être analysée à la fois comme un héritage de la vieille réticence à l'égard de la politique enseignée par l'Eglise, comme l'expression des valeurs de tolérance, de respect d'autrui et de vérité caractéristiques de la morale chrétienne dans sa version personnaliste<sup>41</sup>, ainsi que comme le rejet de toute forme d'Eglise<sup>42</sup>. Elle est la source de la fascination éprouvée par de nombreux militants chrétiens pour Mendès-France, puis de l'identification en M. Rocard, adepte du "parler vrai" et respectueux de la "société civile".

Le sentiment de décalage culturel éprouvé dans les réunions de section du parti socialiste est redoublé chez les syndicalistes par la distance sociale. Chez ceux-ci le souci de l'action concrète en vue d'améliorer la vie quotidienne, l'attente de débats sur les questions sociales fondés sur l'expérience plutôt que sur les "discussions intellectuelles à vide"<sup>43</sup>, revient comme une antienne dans leurs critiques du PS bien avant 1981. On ne saurait cependant réduire à un simple rapport de domination sociale l'auto-exclusion qui en découle : le goût du concret, le rejet de la violence, fût-elle verbale, le refus de la simplification et du mensonge ressortissent bel et bien d'un ethos religieux qu'on retrouve également chez les plus intellectuels des responsables du courant Rocard. Chez ces derniers, ces dispositions ne les éloignent pas de l'activité partisane, mais elles se manifestent souvent par un refus de s'engager à plein temps dans la politique et d'en faire un métier

---

41. Même quand l'engagement n'est plus vécu comme une forme d'évangélisation, rappelle par exemple Jean-Pierre Sueur (1977, p. 48-49), ancien responsable national de la JEC, on retrouve "toute une série de comportements «centristes» soit au sein de l'extrême-gauche, soit entre la gauche et l'extrême-gauche, soit entre la gauche et la droite. D'abord soucieux de défendre des «valeurs», nombre de chrétiens vivront difficilement les conflits, les luttes de tendances, les bagarres d'appareil. [...] J'ai été frappé de retrouver chez de nombreux chrétiens menant un combat politique le sentiment, souvent diffus et inconscient, que l'exercice du pouvoir était nécessairement pervers et dégradant".

42. D'où aussi la réappropriation par les dirigeants de la CFDT de "l'héritage" anarcho-syndical, réexhumé par ses intellectuels organiques, au premier rang desquels Jacques Julliard et Pierre Rosanvallon.

43. On s'appuie ici sur des entretiens réalisés auprès d'ouvriers syndicalistes chrétiens de la section de Rennes sud.

— ainsi aucun des responsables rocardiens de la fédération ne deviendra à proprement parler un professionnel de la politique —, par la préférence pour l'exercice de mandats locaux plutôt que de responsabilités partisans, et dans tous les cas, par un rejet de ce qui touche à l'argent et à l'organisation. Cette différence d'éthique politique conduit les porte-parole du courant rocardien à des erreurs tactiques, dont la plus grave pour eux a consisté à soutenir M. Phlipponneau lors de la procédure d'investiture de la tête de liste socialiste aux élections municipales de 1977. Ce soutien illustre parfaitement les effets d'une posture éthique conduisant à survaloriser les procédures formelles, la transparence, le respect de la parole donnée face à des adversaires opérant selon une autre logique. Là où les partisans d'E. Hervé n'hésitent pas au besoin à changer de courant, à enfreindre les alliances nationales — le CERES est alors dans la minorité du parti —, les responsables rocardiens, pourtant à l'origine d'un vaste mouvement d'adhésion<sup>44</sup>, s'obstinent à respecter les accords nationaux. Non seulement ils s'allient alors avec un homme marqué pour son anti-communisme et sans soutien étendu dans le parti — sinon auprès de F. Mitterrand dont il rallie le courant —, mais vont jusqu'à lui faire obtenir la délégation de premier adjoint au risque d'être eux-mêmes relégués à des postes subalternes. L'incapacité à organiser le courant, à recruter et à former de nouveaux adhérents, à travailler à acquérir une notoriété pour peser dans les marchandages vaudra aux anciens responsables du PSU et de la CFDT d'être minoritaires et d'occuper des positions secondaires dans l'équipe municipale conduite par E. Hervé en 1977, lequel est investi par ailleurs sans coup férir par la section de Rennes contre M. Phlipponneau. Parmi les 24 socialistes présents sur la liste, seuls 6 se rattachent alors à la mouvance rocardienne, tous placés en milieu ou en queue de liste. En outre, la campagne électorale très modérée d'E. Hervé en particulier sur le plan de l'école privée et son éloignement du CERES lui permettent de s'appropriier symboliquement une partie de l'héritage démocrate-chrétien du maire sortant, et par là-même les thèmes chers aux “chrétiens de gauche”.

La concomitance de la victoire municipale de Rennes et de St-Malo — les deux villes les plus peuplées du département — en 1977, ajoutée à la conquête de municipalités dans le bassin de Rennes — secteur traditionnellement républicain et laïque — par des élus extérieurs aux réseaux chrétiens, marginaliseront un peu plus les responsables rocardiens au sein de la fédération, la maîtrise des ressources électives liée à l'exercice d'un mandat municipal ou de conseiller général (les rocardiens n'ont alors qu'un seul conseiller général et un maire d'une ville de plus de 5000 h) assurant la prépondérance des courants mitterrandiste, CERES et ex-CERES dans les sections les plus importantes, alors même que le courant Rocard revendique plus du tiers des adhérents au congrès de Metz<sup>45</sup>. Les conditions de la genèse du parti socialiste en Ille-et-Vilaine, inséparables de l'histoire sociale du département, continuent de marquer jusqu'à aujourd'hui le fonctionnement interne de la fédération où se perpétue le clivage entre les militants se réclamant du rocardisme, systématiquement tenus en lisière des postes importants, et ceux de l'ensemble des autres courants du parti. Les rivalités politiques trouvent ainsi leur origine dans des oppositions éthiques, qu'elles renforcent en retour, institutionnalisant en quelque sorte les clivages. Cette situation a eu pour principaux effets d'éloigner un peu plus de l'engagement partisan les militants chrétiens de gauche, lesquels se sont pour l'essentiel repliés sur l'action associative, et d'assurer par là-même la perpétuation de la domination du groupe qui a pris le contrôle du parti au début des années 70, mais aussi d'empêcher le développement d'un appareil fédéral puissant par absence d'identité partisane

---

44. La fédération passe de 500 adhérents en 1975 à 1200 en 1977. Dans le même temps on assiste à un affaiblissement continu de la motion CERES : après avoir recueilli plus des deux tiers des mandats en 1973, elle est passée à 53% en 1975. La stratégie de démarcation entreprise par E. Hervé correspond donc bien à une opération de survie politique.

45. Les résultats du congrès de Metz (1979) sont les suivants : motion A (Mitterrand), 25,4% ; motion C (Rocard), 35,5% ; motion E (CERES), 17,4% ; motion F (Pierret, soutenue par E. Hervé), 18,7%.

partagée. Il n'est pas totalement hasardeux de faire l'hypothèse que cette situation a freiné localement le développement militant et électoral du parti socialiste.

L'exemple développé ici montre qu'un parti n'est pas seulement un ensemble structuré (et finalisé à l'obtention de postes et de ressources) d'activités et de relations institutionnalisées, et que la pleine compréhension de ces dernières commande de chercher sur quels processus sociaux elles prennent en quelque sorte appui. Dans notre perspective, l'étude d'un parti politique est donc d'abord l'appréhension des rapports entre groupes et entre individus qui lui ont permis de prendre forme, d'être structuré sous l'apparence d'une organisation autonome ; apparence qui, précisons-le aussitôt, n'est pas de l'ordre d'une illusion, mais dissimule — lorsqu'on s'attache à elle seule — tout ce qui fait exister un parti politique.

**Frédéric Sawicki**

Centre de recherches administratives politiques et sociales - URA CNRS 0982

Université de Lille II

BP 169

59653 Villeneuve d'Ascq cedex

## Résumé

La sociologie des partis politiques privilégie tantôt une approche sociétale, tantôt une approche organisationnelle ou entrepreneuriale. Cela conduit généralement à traiter de façon séparée la configuration sociale et historique dans laquelle s'insère le parti et le travail de mobilisation qui s'y effectue. L'exemple de la structuration du parti socialiste en Ille-et-Vilaine, dans une région où les chrétiens de gauche passent pour avoir joué un rôle de premier plan dans ce processus, indique que la conciliation de ces deux paradigmes est nécessaire si l'on veut comprendre tant les propriétés des groupes qui dominent le parti que les pratiques et l'ethos militants qui y prévalent.

## Bibliographie

- AUFFRAY, D., BAUDOIN, T., COLLIN, M., GUILLERM, A. *La grève et la ville*, Paris, Christian Bourgois, 1979.
- AVRIL, P. *Essai sur les partis*, Paris, LGDJ, 1986.
- BACOT, P. *Les dirigeants du PS*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon, 1979.
- BERGER, S. *Les paysans contre la politique. L'organisation rurale en Bretagne (1911-1974)*, Paris, Seuil, 1975, 1ère éd. 1973.
- BERLIVET, L. *Transformations et permanences de la CFTC-CFDT en Bretagne. Deux générations de syndicalistes*, Mémoire de DEA d'études politiques, Rennes I, 1991.
- BERLIVET, L., SAWICKI, F. La foi dans l'engagement. Les militants syndicalistes CFTC de Bretagne de l'après-guerre, *Politix*, 1994, n°27.
- BERTHO, C. L'invention de la Bretagne. Genèse sociale d'un stéréotype, *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1980, n°35, p. 45-62.
- BON F., CHEYLAN, J.-P. *La France qui vote*, Paris, Hachette, 1988.
- BONENFANT, T., GUEZOU, J.-F. *Atlas électoral du grand Ouest depuis 1958*, CRAP/Université de Rennes/Ouest-France éditions, 1985.

- BOURDIEU, P. Genèse et structure du champ religieux, *Revue française de sociologie*, 1971, vol. XII, n°3, p. 295-334.
- BOURDIEU, P. La représentation politique. Eléments pour une théorie du champ politique, *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1981, n° 36-37, p. 3-24.
- BRAUD, P. Les élections législatives de mars 1978 dans la région Bretagne, *Revue française de science politique*, 1979, Vol. XXVIII, n°6, p. 1018-1038.
- BRON, J. *Histoire ouvrière. La CFDT dans l'Isère*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 1984.
- CANEVET, C. *La coopération agricole en Bretagne*, Saint-Brieuc, Presses universitaires de Bretagne, 1971.
- CAPDEVIELLE, J., DUPOIRIER, E., LORANT, G. *La grève du Joint français. Les incidences politiques d'un conflit social*, Paris, Presses de la FNSP, 1975.
- CHARLOT, J. *L'UNR. Etude du pouvoir au sein d'un parti politique*, Paris, Armand Colin, 1967.
- CNRS *L'Ouest bouge-t-il ?, son changement social et culturel depuis trente ans*, Nantes, R. et M. Vivant éditeurs, 1983.
- CHAUVIÈRE, M. DURIEZ, B. Couches intermédiaires et syndicalisme extra-professionnel, *Sociologie du travail*, 1985, vol. XXV, n°2, p. 165-175.
- CHEVENEMENT, J.-P. *Le vieux, la crise, le neuf*, Paris, Flammarion, 1974.
- COLLINS, R. On the Micro-foundations of macro-sociology, *American Journal of Sociology*, 1981, vol. 86, n°5, p. 984-1014.
- CORNIELLE, H. *Tradition religieuse et comportements politiques dans la circonscription de Fougères*, Mémoire de DEA d'études politiques, Rennes I, 1979.
- DORSO, A. *Les facteurs d'une évolution syndicale : Histoire de la CFTC/CFDT des origines à 1964 en Ille-et-Vilaine*, Mémoire de diplôme des Hautes études en pratiques sociales, Rennes II, 1987.
- DORSO, A. *Le vote social : indicateur d'appartenance, indicateur de distance*, Mémoire de DEA d'études politiques, Rennes I, 1990.
- DRESSAYRE, P. *Pouvoir municipal et associations aux Etats-Unis et en France. Le cas des collectivités suburbaines de Rochester, New York et Rennes*, Thèse de doctorat de science politique, Rennes I, 1982.
- DUPUY, R. *De la révolution à la chouannerie. Paysans en Bretagne 188-1797*, Paris, Flammarion, 1988.
- DUVERGER, M. *Les partis politiques*, Paris, Armand Colin, 1951.
- ELDERSVELD, S. *Political Parties. A Behavioral Analysis*, Chicago, Rand MacNally, 1964.
- Fourcaut, A. *Bobigny, banlieue rouge*, Paris, Presses de la FNSP/Les éditions ouvrières, 1986.
- GAXIE, D., LEHINGUE, P. *Enjeux municipaux : la constitution des enjeux politiques dans une élection municipale*, Paris, PUF, 1984.
- GIDDENS, A. *La constitution de la société*, Paris, PUF, 1987, 1ère éd. 1984.
- GROUX, G., MOURIAUX, R. *La CFDT*, Paris, Economica, 1989.
- GRUNBERG, G., SCHWEISGUTH, E. Le virage à gauche des couches moyennes salariées. In LAVAU, G., GRUNBERG, G., MAYER, N. *L'univers politique des classes moyennes*, Paris, Presses de la FNSP, 1983, p. 351-371.
- HANLEY, D. The CERES in two départements : political compromise on Aude and Ille-et-Vilaine. In BELL, D., ed., *Contemporary French Political Parties*, London, Croom Helm, 1982, p. 123-137.
- HARDY, J. *Devenir un homme politique. Le cas Edmond Hervé*, Mémoire de DEA d'études politiques, Rennes I, 1978.
- HASTINGS, M. *Halluin la rouge : 1919-1939. Aspects d'un communisme identitaire : singularités écologiques et stratégies d'implantation*, Lille, Presses universitaires de Lille, 1991.

- HATZFELD, H. *Les relations entre le Parti socialiste, la CFDT et le mouvement social de 1971 à 1981*, Thèse de doctorat de science politique, Paris, IEP, 1987.
- HOUEE, P. L'émergence des pays bretons, communication au congrès de l'Association des ruralistes, Rennes, 24-26 novembre 1977.
- HUET, A. KAUFMAN, J.-C., LAIGNEAU, M., PERON, R., SAUVAGE, A. *Urbanisation capitaliste et pouvoir local. Le cas de Rennes*, Paris, Jean-Pierre Delarge éditeur, 1977.
- INSEE L'espace breton, *Dossier Octant*, 1990, n°21.
- KESLER, J.-F. *De la gauche dissidente au nouveau parti socialiste. Les minorités qui ont rénové le PS*, Toulouse, Privat, 1990.
- KESSELMAN, M. Systèmes de pouvoir et cultures politiques au sein des partis politiques français, *Revue française de sociologie*, 1972, vol. XIII, n°4, p. 485-515.
- KRIEGEL, A. *Les communistes : essai d'ethnographie politique*, Paris, Seuil, 1968.
- LAGROYE, J. Change and Permanence in Political Parties, *Political Studies*, 1989, vol. XXXVII, n°3, p. 362-375.
- LAMBERT, Y. Famille, politique et religion. In CNRS, *L'Ouest bouge-t-il ? son changement social et culturel depuis trente ans*, Nantes, R. et M. Vivant éditeurs, 1983, p. 195-231.
- LAMBERT, Y. *Dieu change en Bretagne*, Paris, Le Cerf, 1985.
- LARBARTHE-TOLRA, P., dir., *Le Pays de Redon*, Paris, L'Harmattan, 1985.
- LARIVIERE, J.-P. La zone de recrutement de main d'œuvre de l'usine Citroën de Chartres-de-Bretagne, *Noroi*, 1981, vol. XVIII, n°111, p. 389-394.
- LAVAU, G. *A quoi sert le PCF ?*, Paris, Fayard, 1981.
- LECHIEN, D. *Une illustration du métier politique : Pierre Méhaignerie*, DEA d'études politiques, Rennes I, 1990.
- LE FLOCH, J.-C. Nous à Villejean. De crises et batailles, *Autrement*, 1976, n°6, p. 46-61.
- LODE, C. *Le syndicalisme comme acteur dans l'entreprise et dans l'espace local. La CFDT à Fougères (1950-1976)*, Mémoire de l'Ecole des hautes études en pratiques sociales, Rennes, 1988.
- MACINTYRE, S. *Little Moscows. Communism and working-class militancy in inter-war Britain*, London, Croom Helm, 1980.
- MARJOLIN, C. *Une fédération du nouveau parti socialiste : étude structurelle de la fédération de Paris, 1969-1973*, Mémoire de DES de science politique, Paris I, 1973.
- MERTON, R. K. *Eléments de théorie et de méthode sociologique*, Paris, Plon, 1965, p. 126-138, 1ère éd. 1951.
- MICHELS, R. *Les partis politiques. Essai sur les tendances oligarchiques dans les démocraties*, Paris, Flammarion, 1971, 1ère éd. 1911.
- OFFERLE, M. *Les partis politiques*, Paris, PUF, coll. Que sais-je ?, 1987.
- PETAUX, J. *Le changement municipal à Nantes*, Paris, Pedone, 1982.
- PHLIPPONNEAU, M. *Debout Bretagne*, Saint-Brieuc, Presses universitaires de Bretagne, 1970.
- PHLIPPONNEAU, M. *Changer la vie, changer la ville : Rennes, La Baule*, Editions Breiz, 1976.
- PHLIPPONNEAU, M. La Bretagne, in Lacoste (Y.), dir., *Géopolitiques des régions françaises*, tome 2, Paris, Fayard, 1986.
- RETIERE, J.-N. *Identités ouvrières. Histoire sociale d'un fief ouvrier en Bretagne 1909-1990*, Paris, L'Harmattan, 1994.
- ROKKAN, S. *Citizens, Elections, Parties*, Oslo, Oslo University Press, 1970.
- SAINCLIVIER, J. *La Bretagne de 1939 à nos jours*, Rennes, Editions Ouest-France, 1989.
- SAWICKI, F. Pour une analyse locale des partis politiques, *Politix*, n°2, 1988, p. 13-24.
- SAWICKI, F. *La structuration du parti socialiste. Milieux partisans et production d'identités*, Thèse de science politique, Université Paris I, 1993.
- SEILER, D.-L. *Partis et familles politiques*, Paris, PUF, coll. Themis, 1980.
- SUEUR, J.-P. Quand nous avons, à la JEC, découvert la lutte des classes, *Autrement*, 1977, n°8.

Frédéric Sawicki, « Configuration sociale et genèse d'un milieu partisan : le cas du parti socialiste en Ille-et-Vilaine », *Sociétés contemporaines*, n°20, 1994, p. 83-110.

VION, M. *L'ouest à gauche*, Paris, Editions Guy Authier, 1977.

WEBER, M. *Economie et société*, Paris, Plon, 1971, 1ère éd. 1920.